



S020-SPS TEL MOB

Syndicat Mixte « Gers Numérique »

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

OBJET DU MARCHE : Marché de missions de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs relatif aux travaux de conception et construction de sites de téléphonie mobile

Cahier des Clauses Particulères (CCP)

Etabli en application du Code des Marchés publics et des articles L4531-1 à L4535-1 et R4532-1 à R4532-98 du Code du Travail

La procédure utilisée est la suivante : **Procédure adaptée** en application de l'article 27 du Code du décret n°2016-360 du 25 mars 2016

Lu et Approuvé par le Candidat à, le

Nom de la personne habilitée à engager le candidat :

Signature et cachet

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES	4
1-1 Objet du marché	4
1-2 Cotraitants et sous-traitants	5
1-3 Intervenants	5
1-4 Mode de dévolution	5
1-5 Dispositions générales	5
1-5-1 Mesures d'ordre social, application de la réglementation du travail	5
1-5-2 Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers	5
1-5-3 Assurances	6
1-5-4 Forme des notifications et informations	6
ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	6
2.1 - Pièces particulières	6
2.2 - Pièces générales	6
ARTICLE 3 – AUTORITE, MOYENS, CONDITIONS D'EXECUTION	7
3-1 Autorité du coordonnateurs SPS	7
3-2 Moyens donnés au coordonnateur SPS	7
3-2-1 Libre accès	7
3-2-2 Obligations du maître d'ouvrage	7
3-2-3 Dispositions prises par le maître d'ouvrage	8
3-3 Conditions d'exécution	8
3-3-1 Interlocuteur unique	8
3-3-2 Réunions et visites inopinées	9
ARTICLE 4 – PRIX, VARIATION, REGLEMENT DES COMPTES	9
4-1 Nature et contenu du prix	9
4-2 Variation du prix	9
4-2-1 Révision du prix	10
4-2-2 Mois d'établissement des prix du marché	10
4-2-3 TVA	10
4-3 Règlement des comptes	10
4-3-1 Rythme de règlement	10
4-3-2 Modalités de paiement des acomptes, solde et indemnités - Intérêts moratoires	10
ARTICLE 5 –PENALITES	10
5-1 Pénalités de retard	10
5-2 Pénalité pour manquement à la réglementation relative au travail dissimulé	11
5-3 Pénalité pour manquement aux obligations de présence aux réunions et visites de chantier	11
ARTICLE 6 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	11
6-1 Retenue de garantie	11

6-2 Avance	11
ARTICLE 7 - RECEPTION - ACHEVEMENT DES PRESTATIONS	11
7-1 Réception des éléments de mission	11
7-2 Achèvement de la prestation	11
ARTICLE 8 - CLAUSES TECHNIQUES	12
8-1 Principes généraux	12
8-2 Décomposition de la mission en phase de conception	12
8-2-1 Registre Journal de la Coordination (R.J.C.)	12
8-2-2 Interférences avec les activités d'exploitation	12
8-2-3 Plan Général de Coordination Simplifié en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (P.G.C.S.S.P.S.)	13
8-2-4 Mesures de sécurité du chantier	13
8-2-5 Avis sur les documents d'étude et mise à jour du registre journal	13
8-2-6 Dossier d'exécution et mise à jour du registre journal	13
8-3 Décomposition de la mission en phase de réalisation	14
8-3-1 Coordination des activités	14
8-3-2 Application des mesures de coordination	14
8-3-3 Plan Général de Coordination Simplifié en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (P.G.C.S.S.P.S. niveau III)	14
8-3-4 Registre Journal de la Coordination (R.J.C.)	14
8-3-5 Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrages (D.I.U.O.)	14
8-3-6 Accès au chantier	15
8-3-7 Interférences avec les activités d'exploitation	15
8-3-8 Avis sur les documents d'exécution des ouvrages	15
8-3-9 Réunion de chantier et visite inopinée	15
ARTICLE 9 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	15
ARTICLE 10 – ANNEXES	15

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES

1-1 Objet du marché

Le marché régi par le présent cahier des clauses particulières (CCP) est un marché à prix forfaitaire par site de prestations intellectuelles pour assurer l'exécution des missions de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour la conception et la construction de sites de téléphonie mobile.

Nombre de sites envisagés : 1 en 2017 sur la commune de L'Isle de Noé, 1 à 2 par an par la suite, selon les instructions des services de l'Etat dans le cadre du projet «Couverture des sites prioritaires».

Le marché de travaux des sites est en cours de procédure de consultation et sera attribué fin juin 2017 pour un commencement immédiat, avec réception du premier site en fin d'année.

Le marché de travaux se décompose en deux lots :

- LOT N° 1 : Conception, Construction, Aménagement et équipement des sites d'implantation des supports de télécommunication
 - La préparation, la coordination et la planification de son intervention et celle du lot n°2.
 - Les études d'exécution dans leur ensemble (APD, EXE, DOE),
 - Le pilotage de l'ensemble de l'opération avec le titulaire du lot 2 et les opérateurs.
 - Les travaux de génie civil nécessaire à l'aménagement du site, des fondations de pylône, de dalle pour les opérateurs, de clôture du site,
 - La réalisation des travaux de réseaux divers privatifs et ou en domaine public (alimentation électrique, éclairage, paratonnerre, balisage...).
 - Les voies d'accès au site ou de stationnement,
 - Les aménagements de sites existants pour les opérateurs,
 - Les mises en sécurité des sites,
 - Les aménagements en végétation des sites.
- LOT N°2 : Conception et construction de pylônes ou pylônets, destinés à accueillir des supports d'équipements de télécommunications mobiles
 - Les études d'exécution.
 - La préparation, la coordination et la planification de son intervention et celle du lot n°1.
 - Les installations de chantier.
 - La supervision des fondations.
 - Les fournitures et poses des pylônes et support d'antennes et de leurs équipements.
 - La protection contre la foudre.

Maître d'œuvre en cours de recrutement

Missions : ESQ, AVP, VISA, DET, AOR, OPC

Les travaux de chaque site seront lancés par Ordre de Service et chacun feront l'objet :

- d'une étude géotechnique préalable (Missions G1, G2, G3 et G4),
- d'études ESQ et Avant-Projet réalisées par un Maître d'œuvre,
- d'études APS, EXE par le titulaire du marché de travaux,
- de la remise d'un DOE en fin de réalisation.

A tout moment, le coordonnateur veillera à la mise en oeuvre des principes généraux de la prévention définis aux articles L4531-1 à L4541-1 du code du travail conjointement avec le maître d'ouvrage afin de prévenir les risques liés à la conception et à la réalisation de l'ouvrage, ainsi qu'à la maintenance ultérieure des ouvrages, conformément au présent cahier des clauses particulières (CCP).

Son intervention ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent à chacun des intervenants à l'acte de construire.

Les opérations concernées seront de **niveau 3** telles qu'elles résultent de l'application de la loi n°93.1418 du 31 décembre 1993, du décret n° 94.1159 du 26 Décembre 1994 et du décret n°2003.68 du 24 janvier 2003.

La personne physique affectée à la fonction de coordonnateur doit être compétente au sens de l'article R4532-25 à R4532-28 du code du travail. Il appartiendra au titulaire du marché de prouver cette compétence. La liste des personnes physiques susceptibles d'intervenir pour le compte du titulaire du marché est indiquée dans l'offre.

Un bon de commande sera adressé au titulaire du présent marché pour chaque site de téléphonie mobile et fera l'objet d'une facturation sous forme d'acompte mensuel pour chacun des sites.

1-2 Cotraitants et sous-traitants

La sous-traitance n'est pas autorisée.

1-3 Intervenants

La Maîtrise d'ouvrage : Syndicat Mixte Gers Numérique

La Maîtrise d'œuvre : cabinet extérieur en cours de recrutement

L'exploitant de réseau : l'opérateur leader Orange et éventuellement d'autres opérateurs intéressés

Le titulaire du marché de travaux : en cours de procédure de consultation

Le bureau d'étude géotechnique : ECR ENVIRONNEMENT - 31850 MONTRABE

1-4 Mode de dévolution

Le mode de dévolution de la prestation est prévu par accord cadre mono attributaire à bons de commande non alloti, non affermi, à prix forfaitaire par site. Il n'est pas prévu de montant minimum ni maximum. Les prestations seront commandées par notification de bons de commande.

1-5 Dispositions générales

1-5-1 Mesures d'ordre social, application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'oeuvre et aux conditions du travail.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

1-5-2 Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

1-5-3 Assurances

A. Responsabilité

D'une façon générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur. A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et 1792-2 du Code Civil.

B. Assurance de responsabilité civile pendant et après travaux

Le coordonnateur S.P.S. doit contracter des assurances garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers en cas d'accidents ou de dommages causés pendant la construction ou après réception des travaux par l'exécution de sa mission. La garantie doit être suffisante, elle doit être illimitée pour les dommages corporels.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties, les titulaires doivent fournir une attestation avant l'attribution du marché pour la garantie décennale et/ou avant la notification du marché pour les autres garanties, émanant de leur compagnie d'assurance. Ils doivent adresser ces attestations au maître de l'ouvrage au cours du premier trimestre de chaque année, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande du maître de l'ouvrage, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes.

1-5-4 Forme des notifications et informations

En complément à l'article 3.1 du CCAG « Prestations Intellectuelles », la notification au titulaire des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur qui font notamment courir un délai pourra être faite par échanges dématérialisés.

Ces notifications seront adressées à l'adresse mail de référence du titulaire au §D du DC1 :

- via le module correspondance de la plateforme de dématérialisation des marchés www.marches-publics.info conformément au décret n°2011-144 du 2 février 2011 ;
- ou par mail avec accusé de lecture ;
- ou via une plateforme dédiée à ce projet.

ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1. du CCAG PI, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

2.1 - Pièces particulières

- l'acte d'engagement,
- le présent CCP et ses annexes,
- le bordereau de décomposition du prix forfaitaire par site,
- le mémoire technique du candidat.

2.2 - Pièces générales

Non jointes au présent CCP, mais réputées connues des candidats :

- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 16 septembre 2009.
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 8 septembre 2009.

PROPRIETE INTELLECTUELLE

Il est fait application de l'option A du CCAG - PI.

ARTICLE 3 – AUTORITE, MOYENS, CONDITIONS D'EXECUTION

3-1 Autorité du coordonnateurs SPS

Le coordonnateur S.P.S. doit informer le Maître d'Ouvrage sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

Il est fait mention de ces violations dans le Registre Journal de la Coordination (R.J.C.). Cette information doit être confirmée par écrit.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement ...), le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger.

Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier tout en le notifiant par écrit aux entreprises. Le Maître d'Ouvrage sera immédiatement informé.

La notification de ces arrêts est consignée au registre journal. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

Tout différend entre le coordonnateur S.P.S. et l'un des intervenants cités à l'article 1-3 du présent C.C.P. est soumis au maître d'ouvrage.

3-2 Moyens donnés au coordonnateur SPS

3-2-1 Libre accès

Le coordonnateur SPS a libre accès :

- au chantier en respectant les principes de sécurité ;
- au bureau de chantier et au matériel mis à disposition du maître d'oeuvre pour ses différentes réunions.

3-2-2 Obligations du maître d'ouvrage

- Le maître d'ouvrage communique au coordonnateur S.P.S. :
 - avant de les approuver, tous les documents d'étude.
 - le(s) nom(s) et coordonnées du (des) chef(s) d'établissement(s) dont les activités interfèrent avec le chantier ;
 - au fur et à mesure de leur désignation, les noms et missions des intervenants mentionnés à l'article 1 du présent CCP ainsi que des entrepreneurs et de leurs sous-traitants éventuels.
- Le maître d'ouvrage remet au coordonnateur S.P.S. tous les documents nécessaires à l'établissement du Dossier d'Intervention Ultime sur l'Ouvrage (D.I.U.O.), notamment les plans de récolement dès qu'ils sont établis ;
- Le maître d'ouvrage informe le coordonnateur des réunions de chantier qu'il organise. Le coordonnateur n'est pas tenu d'assister aux réunions de chantier sauf s'il a été expressément invité par le maître d'ouvrage ou son représentant (convocation formelle). Il est destinataire des comptes rendus des réunions.

➡ *Les échanges entre le titulaire du présent marché et le maître d'ouvrage ou son représentant se seront par messagerie électronique.*

3-2-3 Dispositions prises par le maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage prend toutes dispositions pour transmettre au coordonnateur S.P.S. :

- l'ensemble des documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- tous les documents d'exécution des ouvrages ;
- les calendriers de l'exécution de l'ensemble des travaux y compris les travaux de levée de réserves ;
- l'ensemble des documents et ordres de services relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la copie des déclarations d'accidents de travail ;
- de toutes les réunions organisées, il est destinataire des comptes rendus de ces réunions ;
- de l'intervention de toute entreprise au titre de la "garantie de parfait achèvement" (G.P.A.) prévue par l'art. 44.1 du C.C.A.G. Travaux.

Il prend également toutes dispositions pour que le coordonnateur S.P.S. puisse se faire communiquer tous autres documents et informations, nécessaires au bon déroulement de sa mission, par les différents intervenants concernés (entreprises, bureau de contrôle technique, etc...) et en particulier :

- les mesures d'organisation générale du chantier en vue de leur intégration dans la notice ou le Plan Général (simplifié ou non) de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- par les entreprises, tout document qu'il juge utile pour examiner les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (P.P.S.P.S.).

3-3 Conditions d'exécution

3-3-1 Interlocuteur unique

A compter des dates fixées au décret n° 94-1159 du 26/12/1994 et conformément au décret n°2003.68 du 24 janvier 2003, la personne physique désignée par le titulaire pour exercer la mission de coordination en matière de S.P.S. doit, en permanence pendant toute la durée du marché, posséder l'attestation requise par l'article R4532-25 à R4532-28 du code du travail sous peine de résiliation immédiate du marché aux torts du titulaire. Le CSPS portera une attention particulière à l'application de l'arrêté du 26 Décembre 2012, notamment en termes de validité de l'attestation de compétence.

Le titulaire s'engage à maintenir pendant toute la durée du marché ou de la phase conception ou de la phase réalisation, la même personne physique comme coordonnateur S.P.S. ou son suppléant. **Ce titulaire doit être désigné dans la liste transmise dans le mémoire explicatif.**

Le titulaire ne peut remplacer la personne physique qu'à l'occasion de l'indisponibilité temporaire ou définitive de celle-ci, qui n'est pas du fait du titulaire. La nouvelle personne physique affectée à la mission par le titulaire doit être acceptée par le maître d'ouvrage et fera l'objet d'une simple décision du pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du C.C.A.G.-P.I.:

- le titulaire propose au maître d'ouvrage une nouvelle personne physique dans un délai de sept jours à compter de la date d'envoi de l'avis prévu au 2nd alinéa de l'article 3.4.3 du CCAG-PI ;
- l'accord du maître d'ouvrage sur l'identité de la nouvelle personne physique doit être impérativement formalisé par un ordre de service ;
- si le maître d'ouvrage refuse le remplaçant, le titulaire dispose de 7 jours à compter de ce refus pour lui proposer une autre personne physique. A défaut ou si le maître d'ouvrage récusé également ce remplaçant la résiliation du marché est prononcée dans les conditions de l'article 32 du CCAG-PI.

Le coordonnateur S.P.S., ou à défaut le titulaire, assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus, à tout nouveau coordonnateur désigné pour le remplacer ou lui

succéder, ou à défaut au maître d'ouvrage. Il établit pour cela un procès-verbal dans un délai de 15 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage.

Le nouveau coordonnateur S.P.S. accuse réception de l'ensemble des documents relatifs à la Sécurité et la Protection de la Santé des travailleurs.

3-3-2 Réunions et visites inopinées

Dès que le programme d'exécution des travaux est établi, le coordonnateur S.P.S. remet au maître d'ouvrage ou son représentant son programme prévisionnel d'intervention sur le chantier. En tout état de cause, il participe à la réunion de démarrage.

Le coordonnateur est tenu d'assister au minimum à 3 réunions de pilotage de chantier (validation des APD et lancement de travaux, pose du pylône, aménagement du site) et plus, s'il a été expressément invité par le maître d'ouvrage (convocation formelle par mail).

Il est destinataire des comptes rendus des réunions.

Lorsqu'il assiste à une réunion de chantier, une plage horaire maximum d'une heure sera réservée en début de réunion pour son intervention.

Dès l'ouverture du chantier, un exemplaire du Registre Journal de la Coordination et de la notice ou du Plan Général (Simplifié ou non) de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé, sont consultables dans le bureau de chantier.

Le nombre de visites et réunions de chantiers par site est détaillé ci-après :

- ✓ Visite d'inspection commune : 1
- ✓ Réunion de chantier / Visites de sites : 3 (validation des APD et lancement de travaux, pose du pylône, aménagement du site)
- ✓ Visites inopinées : *à définir par le candidat dans le DPGF*

ARTICLE 4 – PRIX, VARIATION, REGLEMENT DES COMPTES

4-1 Nature et contenu du prix

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations.

Le montant de rémunération est unitaire et est fixé au §B2 de l'acte d'engagement, pour chacun des sites.

Les prestations faisant l'objet du présent marché seront réglées à l'appui de chaque décompte mensuel, auquel le titulaire joindra un état récapitulatif de ses visites et réunion de chantier avec les dates correspondantes, ainsi que l'état d'avancement des prestations réalisées (annexe 2 du CCP). En l'absence de cet état récapitulatif, la facture sera envoyée et le paiement suspendu en attente de ce document.

4-2 Variation du prix

Le prix est ferme pendant les 3 mois suivant la notification du marché.

4-2-1 Révision du prix

Au-delà, le prix sera révisé au début de chaque trimestre, jusqu'à la fin du marché, y compris en cas de reconduction du marché.

La mise à jour se fera à l'aide de l'index Ingénierie « ING» (Identifiant INSEE : 001711010), par application d'un coefficient C défini par la formule :

$$C = 0,20 + 0,80 (I_m/I_0)$$

où I_0 est l'index ingénierie du mois zéro
 I_m est la valeur de l'index ingénierie connue

4-2-2 Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de dépôt des offres ; ce mois est appelé "mois zéro".

4-2-3 TVA

Sauf dispositions contraires tous les montants figurants dans le présent marché sont exprimés hors T.V.A. Les montants des acomptes sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'exécution.

4-3 Règlement des comptes

4-3-1 Rythme de règlement

Le règlement de sommes dues au titulaire fera l'objet d'acomptes mensuels établis par site commandé, en fonction de l'avancement de l'opération.

4-3-2 Modalités de paiement des acomptes, solde et indemnités - Intérêts moratoires

Le délai de paiement des sommes dues est fixé à 30 jours à compter de la date du dépôt de la demande de règlement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est celui du taux BCE en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de 8 points, assortis de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40€.

Le point de départ du délai global de paiement des acomptes est la date de réception du projet de décompte par le maître d'ouvrage.

Le point de départ du délai global de paiement du solde est la date d'acceptation du décompte général par le titulaire, celle-ci est constituée par la date de la réception de cette acceptation par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 5 –PENALITES

5-1 Pénalités de retard

En cas de non-respect des délais prescrits aux articles 3-3-1, 8 et 9 ci-dessous, le titulaire subit, par dérogation à l'article 14.1 du C.C.A.G. PI, une pénalité journalière fixée à 75€ HT par document.

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard. Le nombre de jours de retard est obtenu par différence entre la date de remise du document et la date limite.

5-2 Pénalité pour manquement à la réglementation relative au travail dissimulé

Une pénalité peut être appliquée au titulaire, s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du code du travail dans les conditions définies ci-après :

- le montant des pénalités est égal à 5% du montant des bons de commande notifiés ;
- le montant des pénalités ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5 du code du travail.

En cas de situation litigieuse, si le titulaire ne donne pas suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, le pouvoir adjudicateur pourra soit appliquer la pénalité contractuelle soit résilier le marché, sans indemnité, aux frais et risques de l'entrepreneur.

5-3 Pénalité pour manquement aux obligations de présence aux réunions et visites de chantier

Une pénalité d'un montant unitaire de 100€ peut être appliquée au titulaire, à chaque fois qu'il ne s'acquitte pas des obligations mentionnées à l'article 3-3-2 du CCP.

ARTICLE 6 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

6-1 Retenue de garantie

Sans objet.

6-2 Avance

Le titulaire ne peut bénéficier d'une avance selon les dispositions des articles 110 à 113 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

ARTICLE 7 - RECEPTION - ACHEVEMENT DES PRESTATIONS

7-1 Réception des éléments de mission

La décision par le maître d'ouvrage de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des documents ou avis, doit intervenir avant l'expiration du délai de 15 jours, délai qui court à compter de la date de l'accusé de réception par le maître d'ouvrage du document ou avis à réceptionner.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme reçue, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à l'article 27.1 dernier alinéa du C.C.A.G.-P.I. (acceptation tacite).

En cas de rejet ou d'ajournement, le maître d'ouvrage dispose pour donner son avis, après présentation par le titulaire des documents ou avis modifiés, du/des même(s) délai(s) que celui/ceux indiqué(s) ci-dessus.

7-2 Achèvement de la prestation

Toute prestation du coordonnateur S.P.S. s'achève après la levée de la dernière réserve et au plus tard 3 mois avant l'expiration du délai de "garantie de parfait achèvement" prévue par l'article 44-1 du C.C.A.G. travaux.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie, sur demande du titulaire, par le maître d'ouvrage dans les conditions de l'article 27 du C.C.A.G.-P.I. et constatant qu'il a rempli toutes ses obligations.

ARTICLE 8 - CLAUSES TECHNIQUES

8-1 Principes généraux

Le coordonnateur S.P.S. veille à ce que les principes généraux de prévention définis aux articles L4531-1 à L4541-1 du code du travail soient effectivement mis en oeuvre.

Le coordonnateur S.P.S. ne peut se substituer aux autres intervenants pour l'exécution des missions qui leur incombent notamment dans le domaine de la sécurité et de la protection de la santé des travailleurs, sous réserve des dispositions de l'article 3 du présent C.C.P.

L'intervention du coordonnateur S.P.S. ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des dispositions du code du travail, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

8-2 Décomposition de la mission en phase de conception

8-2-1 Registre Journal de la Coordination (R.J.C.)

Conformément aux articles R4532-38 à R4532-41 du code du travail, le coordonnateur S.P.S. ouvre le Registre Journal de la Coordination, qui se présente comme un cahier à pages numérotées et dans lequel le coordonnateur S.P.S. consigne dans leur ordre chronologique et fait viser par les intéressés et le maître d'œuvre, tous les événements liés à la Sécurité et la Protection de la Santé des travailleurs.

Ce cahier est complété par des annexes auxquelles il est fait référence.

En phase de conception, sont consignés :

- tous les avis, observations ou notifications qu'il juge nécessaires de faire, ainsi que les réponses éventuelles ;
- tous les événements intéressant la prévention et notamment les avis émis sur les dossiers d'étude et les suites qui leur sont données.

Quantité : 1 Registre Journal de Coordination par site

Délai : ouverture du RJC dans les **5 jours** ouvrés de la réception de l'OS de lancement d'un site

Délai : au plus tard à la fin de chaque mois ou dès qu'il le juge nécessaire, le coordonnateur S.P.S. transmet au maître d'ouvrage et au maître d'oeuvre les compléments apportés au R.J.C. depuis le dernier envoi.

8-2-2 Interférences avec les activités d'exploitation

Pour les travaux portant sur des ouvrages en exploitation (château d'eau, silo, divers points hauts) ou situés à proximité d'activités extérieures d'exploitation, le maître d'ouvrage, le maître d'oeuvre et le coordonnateur S.P.S. prennent les mesures nécessaires.

Suite à l'inspection commune avec le/les chef(s) d'établissement(s) concerné(s) et après concertation avec lui/eux, le coordonnateur S.P.S. propose au maître d'ouvrage ou son représentant les mesures à prendre pour tenir compte des activités d'exploitation du site.

Après accord du maître d'ouvrage et du maître d'oeuvre, le coordonnateur insère ces mesures dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé.

Le coordonnateur S.P.S. propose également au maître d'ouvrage et au maître d'oeuvre les dispositions à soumettre à l'autorité compétente pour qu'elle arrête les conditions particulières d'exploitation de l'ouvrage pendant les travaux.

8-2-3 Plan Général de Coordination Simplifié en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (P.G.C.S.S.P.S.)

Son cadre est défini par les articles R4532-42 à R4532-51 du code du travail. Le coordonnateur S.P.S. commence à élaborer le P.G.C.S.S.P.S. au niveau de l'étude du site. Il communique au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre un exemplaire du plan général qui définit les principales mesures de prévention.

Quantité : 1 PGC pour l'ensemble des sites.

Délai : 15 jours après la réception de la visite d'inspection commune et mise à jour régulière

8-2-4 Mesures de sécurité du chantier

Le coordonnateur S.P.S. détermine dans le PGCSSPS les dispositions nécessaires pour restreindre dans la mesure du possible le nombre de personnes pouvant accéder au chantier.

Le coordonnateur S.P.S. définit les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, notamment les installations électriques, et mentionne dans les pièces écrites leur répartition entre les différents corps d'état ou de métier qui auront à intervenir sur le chantier.

8-2-5 Avis sur les documents d'étude et mise à jour du registre journal

Le coordonnateur S.P.S. contribue à l'élaboration des documents d'études en apportant au maître d'ouvrage et maître d'œuvre des éléments se rapprochant à la Sécurité et à la Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier. Il doit mettre à jour le registre journal.

Les documents d'étude seront les suivants :

- « Le Dossier APS/APD »: ce dossier sera mis au point en concertation avec les services concernés. Il permettra de soumettre le projet au maître d'ouvrage.
- « Le Dossier EXE » : ce dossier devra permettre d'établir le dossier d'exécution et de réaliser les travaux.

Le coordonnateur devra mettre en place des outils lui permettant d'avoir accès aux dossiers d'études sous format dématérialisés :

- Plans au format SIG
- Documents aux formats bureautiques (XLS, WORD, PDF...)

Pour chacun de ces documents d'études, le coordonnateur remettra un rapport d'analyse écrit permettant d'améliorer la sécurité sur le chantier et en maintenance ultérieure sous format dématérialisé.

Délai : 7 jours à compter de la réception de chaque document d'étude soumis pour avis.

8-2-6 Dossier d'exécution et mise à jour du registre journal

Le coordonnateur S.P.S. contribue à l'élaboration du Dossier d'exécution en proposant au maître d'ouvrage l'ensemble des éléments, pièces, modèles de documents se rapportant à la sécurité et la protection de la santé des travailleurs sur le chantier et en particulier :

- les modalités pratiques de coopération en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- les obligations des titulaires des marchés de travaux, et de leurs sous-traitants éventuels, en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- le Plan Général de Coordination Simplifié en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (niveau III) et mise à jour.

8-3 Décomposition de la mission en phase de réalisation

8-3-1 Coordination des activités

Le coordonnateur S.P.S participe aux réunions préparatoires auxquelles il est expressément invité.

Le coordonnateur S.P.S. organise entre les différentes entreprises, (y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes ensemble sur le chantier), la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations et matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs.

A cet effet, il doit notamment procéder avec chaque entreprise, y compris sous-traitante, préalablement à l'intervention de celle-ci, à une inspection commune. Au cours de cette inspection sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs pour l'ensemble de l'opération.

Cette inspection commune a lieu avant remise du Plan Particulier Simplifié de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs.

L'inspection peut être renouvelée si le coordonnateur S.P.S. le juge nécessaire.

Délai : Le coordonnateur fournira ses observations sur le PPSSPS de l'entreprise dans les 15 jours suivant l'inspection.

8-3-2 Application des mesures de coordination

Le coordonnateur S.P.S. veille à l'application correcte des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail qui interfèrent.

8-3-3 Plan Général de Coordination Simplifié en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (P.G.C.S.S.P.S. niveau III)

Le coordonnateur S.P.S. complète et adapte le P.G.C.S.S.P.S. en fonction de l'évolution du chantier et en fait mention au Registre Journal de la Coordination. Il communique au fur et à mesure ces modifications au titulaire du marché de travaux.

Le coordonnateur S.P.S. harmonise et intègre dans le P.G.C.S.S.P.S., au fur et à mesure de leur élaboration les P.P.S.P.S. et en avise immédiatement le maître d'ouvrage.

8-3-4 Registre Journal de la Coordination (R.J.C.)

Le coordonnateur S.P.S. complète et fait viser le R.J.C. conformément aux articles R4532-38 à R4532-41 du code du travail.

8-3-5 Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrages (D.I.U.O.)

Son cadre est défini par les articles L4532-16 et R4532-95 à R4532-98 du code du travail.

Le D.I.U.O. élaboré par le coordonnateur S.P.S. rassemble les mesures à prendre de manière à faciliter la prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieures. Le coordonnateur S.P.S. complète et adapte le D.I.U.O. au fur et à mesure de la remise des études d'exécution et de l'avancement du chantier.

Ce dossier constitue un manuel d'utilisations, d'entretien et de maintenance des ouvrages réalisés.

Il détaille notamment les moyens de préventions à mettre en oeuvre pour tout type d'intervention ultérieure sur les ouvrages (travail en hauteur, sous circulation en locaux techniques...).

L'ensemble du dossier devra être produit sous un format dématérialisé.

Les ouvrages réalisés sont mis à disposition des opérateurs qui en font la demande, et principalement de l'opérateur leader du Gers : Orange.

Quantité : 1 DIUO par site.

Délai : Le coordonnateur S.P.S. dispose d'un délai de 15 jours pour assurer la cohérence du D.O.E. avec le D.I.U.O, y compris en cas de réception partielle, et le transmettre au Maître d'ouvrage.

8-3-6 Accès au chantier

Le coordonnateur S.P.S. indique les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.

8-3-7 Interférences avec les activités d'exploitation

Lorsque les travaux portent sur des ouvrages en exploitation ou situés à proximité d'activités extérieures d'exploitation, le maître d'ouvrage et le coordonnateur S.P.S. prennent toutes les mesures nécessaires.

Le coordonnateur S.P.S propose au maître d'ouvrage les adaptations à apporter aux modalités d'exploitation de l'ouvrage.

8-3-8 Avis sur les documents d'exécution des ouvrages

Pour mener à bien sa mission, s'il l'estime nécessaire, le coordonnateur S.P.S. émet des observations écrites au maître d'ouvrage sur tous documents d'exécution.

8-3-9 Réunion de chantier et visite inopinée

Le coordonnateur n'est pas tenu d'assister aux réunions de chantier, sauf celles qui sont nécessaires à la bonne exécution de sa mission ou s'il a été expressément invité par le maître d'ouvrage (convocation formelle).

Il appartient au titulaire de définir le nombre nécessaire de visites pour mener à bien sa mission.

Les autres obligations du titulaire en la matière, sont définies à l'article 3-3-2 du présent CCP.

ARTICLE 9 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.P. sont apportées aux articles suivants du C.C.A.G.-P.I.

CCP Art 2 déroge à l'article 4.1 du CCAG PI

CCP Art 3-3-1 déroge à l'article 3.4.3 du CCAG PI

CCP Art 5-1 déroge à l'article 14.1 du CCAG PI

ARTICLE 10 – ANNEXES

Annexe 1 : CCTP du marché de conception et réalisation de sites mobiles

Annexe 2 : Tableau de répartition des missions entre intervenants